

## Bujumbura informe l'ONU que les élections auront bien lieu lundi

@rib News, 27/06/2015 – Source AFP L'ambassadeur du Burundi auprès des Nations unies a affirmé vendredi que les élections se tiendraient dans son pays comme prévu, faisant fi des appels du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon pour un report des scrutins en raison du climat politique et sécuritaire. "Le gouvernement ne peut pas accepter de tomber dans un vide institutionnel, dans un trou (...) c'est pour cela que nous optons pour aller aux élections", a déclaré Albert Shingiro aux quinze membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, lors d'une réunion convoquée en urgence.

L'opposition burundaise et la société civile ont appelé au boycott de ces élections dénonçant un "simulacre" électoral après des semaines de contestation et de violences déclenchées par la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat. "Plus de 95% de la population veut aller aux élections et ne veut pas être prise en otage par cette minorité radicale (...) qui veut un gouvernement de transition pour occuper des postes sans passer par les urnes", a assuré M. Shingiro. Les scrutins sont censés débuter lundi avec les élections communales et législatives puis la présidentielle le 15 juillet. M. Ban avait réclamé plus tôt dans le journalet de les reporter afin de "créer un environnement propice à la tenue d'élections inclusives, pacifiques et transparentes". Il s'était par ailleurs alarmé de la situation sécuritaire face aux violences qui ont accompagné la contestation populaire. Au moins 70 personnes ont été tuées, selon une ONG burundaise de défense des droits de l'homme, et plus de 100.000 Burundais ont fui le climat d'insécurité, se réfugiant dans des pays voisins. "Le gouvernement fait beaucoup d'efforts, beaucoup de concessions mais entretemps l'opposition est traitée comme des enfants gâtés, qui réclament tout, qui ne parviennent pas à accepter des concessions", a poursuivi le représentant burundais devant le Conseil de Sécurité. Les quinze membres du Conseil ont débattu durant plusieurs jours de la position à adopter, se refusant finalement à réclamer de repousser les élections en raison des réticences de la Russie, selon des diplomates. Moscou maintient en effet depuis plusieurs mois que la situation burundaise doit être réglée en interne. Plusieurs pays africains du Conseil étaient également réticents à adopter une position forte. "Le dialogue doit permettre de résoudre tous les problèmes sur lesquels les parties s'opposent", a donc estimé le Conseil dans un communiqué.